

Un moratoire sur l'immigration ? Une chance pour la France...

Qu'on le veuille ou pas, la question de l'immigration sera au cœur de la future campagne électorale des présidentielles...

Et chaque candidat sera jugé à l'aune de sa capacité à y répondre de façon à satisfaire les intérêts bien compris de notre peuple de France, dont la voix doit être, en toute Démocratie vraie, entendue et écoutée.

Depuis de longs mois, à « Riposte Laïque » nous militons pour un moratoire de plusieurs années sur l'immigration, de manière à traiter sereinement et efficacement les problèmes qu'elle pose à notre espace public, social et sociétal, depuis les quatre décennies pendant lesquelles les gouvernements de « gauche » et de « droite » ont ouvert les vannes des flux migratoires incontrôlés, et à demander au Peuple-Citoyen quelle politique migratoire il souhaite pour son Pays.

Un moratoire sur l'immigration serait une chance extraordinaire pour la France !

Qu'on en juge : il y a actuellement, en France, plus de 2 millions de demandeurs d'emplois et autant d'emplois précaires (par ailleurs, en « zone Euro » le taux de chômage atteint des chiffres records) : qui peut soutenir, sans crainte de ridicule, que la France a besoin d'une main d'œuvre immigrée , qu'elle n'a pas, sur place, toute la main d'œuvre utile ? Quand on sait que plus de la moitié des emplois qui seront créés dans les prochaines années seront de « petite qualification », qui peut dire, sans trembler d'hypocrisie, que la réserve de main d'œuvre n'existe pas ? Et pour ce qui sera des emplois qualifiés, qui peut ignorer que, dans les facs. et autres établissements d'enseignement et de formation

de quelque nature qu'ils soient, il y a des masses d'étudiants à réorienter, à former afin de satisfaire une demande actuelle et future ?

Le moratoire sur l'immigration permettra de mettre en place toutes les mesures indispensables à la résorption de cette masse de demandeurs (actuels et futurs) d'emplois...

L'immigration « légale » de peuplement qui nous est imposée depuis quarante ans par tous les gouvernements qui se sont succédés a ouvert la voie à une immigration illégale importante qui nourrit, sur place, le travail « clandestin », les infractions aux lois sous toutes leurs formes , l'insécurité dans les quartiers...qui pèse sur les besoins en logements et autres équipements tout en favorisant l'émergence des « marchands de sommeil » ...qui détourne l'aide sociale dans son ensemble tout en la faisant croître...

Le moratoire sur l'immigration favorisera les contrôles aux frontières et partout en France, imposera de lutter contre le travail illégal en traquant les entrepreneurs, quelle que soit leur taille, qui y recourent, d'expulser sans rémission les immigrés en situation irrégulière (et sans possibilité de retour), de contrôler l'attribution des aides sociales afin de supprimer toutes celles qui sont indues... bref, permettra la mise au clair (et en ordre) du marché du travail et l'assainissement de la politique d'aide sociale de l'Etat et des collectivités territoriales.

Le poids excessif de l'immigration de peuplement demandée, il y a quarante ans, par le grand patronat français et élaborée par les septennats Giscard-Mitterrand-Chirac a conduit à aggraver la « crise du logement » par une demande venant de l'extérieur et l'imposition dans le logement social de populations étrangères dont beaucoup , comme dans les cités marseillaises, oublie de payer leurs loyers... au détriment de la population autochtone dont les enfants sont trop souvent conduits à ne pas bénéficier du logement social auquel leurs revenus leur donnent droit et tenus, de ce fait, à rechercher leur logement dans le secteur locatif privé, trop heureux de cette demande qui fait monter le coût des loyers.. Ces

populations « importées » ont, très souvent, ghettoisé leurs quartiers d'implantation en y imposant leurs formes de vie, leurs comportements, leurs façons d'être, qui les ont singularisés et qui ont fait fuir tous ceux qui, précédemment établis, n'ont pu supporter ces contraintes aliénantes.

Le moratoire sur l'immigration, en tarissant la source, permettrait d'éponger le « trop plein » et de mettre en place, sur plusieurs années, une politique du logement « tous azimuts » afin de résorber, peu à peu, la demande actuelle, tout en obligeant chacun à respecter les obligations qui s'attachent à tout accès au logement, au quartier, à la Cité.

Ce sont bien les immigrés et leurs descendants des deuxième et troisième générations qui peuplent, massivement, les zones sensibles de notre pays (ou zones de « non droit »), zones qui continuent à attirer les migrants d'aujourd'hui... Ces zones vivent, le plus souvent, d'une économie souterraine (que tous les responsables politiques connaissent bien, d'ailleurs), illégale, aux formes multiples (trafics de drogue, délits divers, prostitution, recel, mendicité organisée, travail clandestin...) associée à la perception de toutes les formes de l'assistanat social que paie le travail de ceux qui travaillent légalement...

Le moratoire sur l'immigration laissera le temps de la mise en action d'un plan de lutte totale contre toutes les formes de l'activité illégale qui gangrène des « zones sensibles » (et qui va bien au-delà d'elles) tout en faisant les coupes les plus sévères dans les différentes aides distribuées indûment et en promouvant l'obligation d'emploi pour tous ceux qui, aujourd'hui, vivent directement ou indirectement, d'expédients multiples. Ce plan, d'ailleurs, n'oubliera pas de traiter avec rigueur et sans répit, toutes les pratiques délictueuses qui marquent la vie de ces quartiers afin d'y rétablir la loi et l'ordre républicains.